

L'Europe regrette son âge d'or

Les Echos · 24 apr. 2018 · Analyse par Gabriel Grésillon

La montée des populismes à l'est du continent nourrit un nouveau sentiment de pessimisme à Bruxelles, où l'on se prend à regretter l'époque de l'Europe à 12 ou à 15.



Difficile de rester à la page : en Europe, l'air du temps change presque au rythme des saisons. Il y a moins d'un an, à la faveur d'une élection présidentielle française un peu vite interprétée comme un plébiscite pour le projet européen, l'Union européenne retrouvait de l'allant. Les planètes s'alignaient : l'imprévisibilité de Donald Trump forçait l'Union à se pencher sur son autonomie stratégique et les négociations du Brexit redonnaient aux VingtSept le goût du vivre-ensemble.

Comme après un mauvais cauchemar qui avait vu la zone euro frôler l'abîme et la crise migratoire prendre des dimensions incontrôlables, l'UE se réveillait presque stupéfaite de sa propre résilience. Cadeau inespéré, la conjoncture redevenait souriante. Il n'y avait plus qu'à attendre les élections allemandes pour relancer l'Union européenne.

L'embellie était-elle trop belle pour être vraie ? Ces derniers mois, elle s'est vite estompée, sous les coups de boutoir de la vie démocratique européenne. Il y a eu l'Allemagne, d'abord, avec la forte percée de l'extrême droite et l'exaspérante lenteur du processus de formation d'une coalition qui en a résulté. Il y a eu l'Italie, ensuite, où les électeurs ont choisi comme premier parti un mouvement hétéroclite coagulé autour du rejet des élites, notamment européennes. Il y a eu, enfin et surtout, la réélection triomphale de Viktor Orbán, en Hongrie, un Premier ministre qui pilonne l'Union européenne dès qu'il le peut. A Bruxelles, la tentation pessimiste est de retour. Dans un de ces exercices d'autoflagellation dont elle seule a le secret sur la scène mondiale, voilà la capitale européenne qui s'ap-esantit sur les conditions contestables de la nomination du secrétaire général de la Commission européenne.

Au même moment fleurissent, çà et là, des articles sur les risques d'un retournement de conjoncture qui pourrait révéler les fragilités de la zone euro. Le tableau politique, lui, est

franchement catastrophiste : avec l'enracinement des régimes « illibéraux » à l'est et la montée de la contestation un peu partout, c'est la composition du futur Parlement européen, après 2019, qui inquiète : et s'il basculait dans les mains des europhobes ?

Sur le flanc ouest de cette Europe soupe au lait, et notamment à Paris, une petite chanson bien connue se fait à nouveau entendre. Son refrain pourrait être « c'était mieux avant ». Voilà l'âge d'or européen porté aux nues : l'Europe de Jacques Delors, l'Europe des Douze ou des Quinze, quand une Commission européenne à taille réduite était capable d'agilité et de leadership visionnaire.

Sa traduction en termes politiquement incorrects pourrait être : « C'est la faute à l'Europe de l'Est ». Ne sont-ils pas ingrats, ces pays auxquels on a transféré des milliards d'euros et qui, aujourd'hui, se rebellent ? N'est-il pas temps de leur donner une leçon, en menaçant de réduire leur dotation financière ?

Cette logique punitive est compréhensible. Elle traduit une inquiétude réelle devant la montée de l'« illibéralisme ». Des régimes mettant au pas la justice et les médias menacent de saper l'identité démocratique de l'Union européenne. Dans le prolongement de ce raisonnement, la conclusion s'impose : il faut redonner un cap à l'Europe, d'abord entre Paris et Berlin, puis avancer par groupes restreints. L'intendance suivra en mettant les mauvais élèves au pied du mur.

Si la fermeté s'impose en matière d'Etat de droit, se contenter de cette lecture serait pourtant passer à côté du sujet. Non seulement regretter l'Europe d'hier est aussi vain que contre-productif, mais c'est probablement un raisonnement à courte vue. Comment ne pas voir, au contraire, que l'Union européenne bénéficie aujourd'hui de la masse critique qu'elle a atteinte ? Dans son match face aux géants de l'Internet, elle n'est pas mécontente de revendiquer ses près de 500 millions de consommateurs. Sur la scène internationale, elle en impose plus face aux grandes puissances.

Exemple récent : elle a réussi à tenir tête à la Chine en lui refusant le statut d'économie de marché que celle-ci exigeait. Quant aux Etats-Unis pourraient-ils aussi facilement dresser les deux rives de l'Europe l'une contre l'autre aujourd'hui, comme ils l'avaient fait en 2003 en préparant leur guerre en Irak ? L'unité des Vingt-Sept face au Brexit permet d'en douter. Même cohésion, à ce stade, dans le bras de fer commercial avec Washington. Sur les sujets essentiels, l'Union européenne tend aujourd'hui à prouver qu'elle forme un bloc. Un gros bloc.

Amertume légitime

Mais il y a plus : il faudrait surtout accepter de mieux écouter ces pays. Les électeurs de Viktor Orban, représentatifs de cette vague de fond qui déstabilise l'Union européenne, sont loin d'être tous de dangereux xénophobes. Mais ils partagent souvent le sentiment que la machine européenne a perdu le contact avec leurs attentes. Que, contrairement à la vision binaire des « anciens » membres de l'Union, les « nouveaux » membres ont aussi fait bien des sacrifices. A marche forcée, ils ont dû faire évoluer leurs pays pour se plier à l'ensemble des normes européennes. Leurs portes se sont ouvertes aux multinationales étrangères, venues faire leurs emplettes à prix bradé. Quel effort, autre que financier, avons-nous fait en retour ?

C'est aussi le devoir de l'Ouest de comprendre que cette amertume est légitime. Et que, comme en témoignent les succès des partis europhobes, elle se retrouve, sous d'autres formes, un peu partout sur le continent. Le message des pays de l'Est est aussi un appel à ralentir pour mieux se rapprocher. Il est certes frustrant pour ceux qui voudraient faire rapidement bouger l'Union. Mais le suffrage universel est un système d'alarme inégalable. Les Européens n'ont pas d'autre choix que d'en tenir compte. ■